

# Ces inquiétantes projections sur la dette publique

Le spécialiste des finances publiques François Ecalle montre à quel point le redressement des comptes sera ardu d'ici à 2030 malgré les taux bas.

Par Marc Vignaud

Publié le 14/10/2020 à 15:27 | [Le Point.fr](https://www.lepoint.fr)



« Il n'y aura pas d'augmentation d'impôts. » Cette ligne de conduite, martelée par le gouvernement, sera très difficile (si ce n'est impossible) à tenir après 2022. Sauf à laisser la dette publique, qui devrait déjà atteindre 117,5 % du PIB à la fin de l'année sous l'effet de la crise du coronavirus, exploser. Tel est l'enseignement de l'expert des finances publiques François Ecalle, magistrat de la Cour des comptes en disponibilité, dans son dernier billet sur son site spécialisé Fipeco. L'homme n'est pas n'importe qui puisque c'est lui qui a supervisé pendant des années le rapport annuel sur les perspectives des finances publiques de la Cour des comptes, une référence.

Sa démonstration est limpide. François Ecalle présente l'évolution du déficit et de la dette publics jusqu'à 2030 dans le cas où il n'y aurait aucune augmentation d'impôts. Pour cela, il s'appuie sur plusieurs scénarios de croissance et d'évolution des

dépenses publiques entre 2025 et 2030, quand s'arrêtent les prévisions du gouvernement. Le résultat fait froid dans le dos.



### **Lire aussi Le difficile cantonnement de la « dette Covid-19 »**

Un seul scénario, le A, permet d'équilibrer les comptes et de faire baisser fermement la dette à l'horizon 2030, à 106 %. Mais il est « peu probable », souligne le spécialiste. Il faudrait que la croissance économique moyenne annuelle atteigne 1,4 %. Il supposerait surtout une quasi-stabilité des dépenses publiques (+ 0,3 % en volume, c'est-à-dire en plus de l'augmentation nécessaire pour compenser l'inflation). Un scénario calqué sur les prévisions du gouvernement à l'horizon 2024-2025. Sauf que la croissance des dépenses publiques n'a été contenue qu'une seule fois sous 0,4 % au cours des 30 dernières années (0,3 % en 2018), insiste François Ecalle. Dans le contexte politique et social actuel en France, « la probabilité d'un tel scénario est très faible. »

## Un scénario de dette insoutenable

Les autres scénarios sont beaucoup moins roses puisque la dette publique continue d'augmenter. Avec une croissance annuelle similaire, de 1,4 %, mais une augmentation des dépenses de seulement 1 %, dans le scénario B, « le déficit public diminue beaucoup moins vite et ne revient qu'à 3,3 % du PIB en 2030. La dette publique augmente à partir de 2023 pour atteindre 122 % du PIB en 2030 », résume-t-il.

## Lire aussi Sécurité sociale : le cri d'alarme de la Cour des comptes

Le scénario C prévoit encore une croissance de 1,4 %, mais avec une augmentation des dépenses au même niveau. Dans ce cas, « la dette publique s'accroît beaucoup plus rapidement et atteint 130 % du PIB en 2030 ». Résultat, « si ces taux de croissance du PIB, des recettes et des dépenses publiques étaient maintenus indéfiniment, le déficit resterait égal à 5,2 % du PIB et la dette publique convergerait, à un horizon infini, vers 173 % du PIB ».

PUBLICITE



A la fin de l'article

Le scénario D table toujours sur une croissance de 1,4 %, mais suppose que la croissance des dépenses revienne à son niveau moyen observé de 1999 à 2008 de + 2 %. Ce qui n'est pas improbable vu la demande pour toujours plus de dépenses publiques. « Dans ces conditions, le déficit public augmenterait chaque année et serait de 7,9 % du PIB en 2030. La dette publique atteindrait 142 % du PIB en 2030 et sa hausse n'aurait pas de limite. » La dette deviendrait insoutenable.

Le dernier scénario, le E, est moins affolant. Il table sur une croissance durablement diminuée par la crise, à 1 %, mais avec une dépense publique qui progresse au même rythme, c'est-à-dire l'évolution moyenne observée entre 2012 à 2019, période souvent considérée comme marquée par la rigueur budgétaire... Ce scénario « permet de stabiliser la dette publique seulement à un horizon très lointain et à un niveau très élevé », souligne François Ecalle. La condition nécessaire de soutenabilité des finances publiques (pouvoir stabiliser la dette en pourcentage du PIB) est ainsi satisfaite, mais il n'est pas sûr que ce soit suffisant pour éviter que la prime de risque des emprunts français augmente fortement un jour et provoque une crise.

### **La faiblesse des taux ne suffit pas**

Précisons qu'il ne faut pas compter sur la faiblesse des intérêts de la dette pour contrecarrer ces scénarios. Et pour cause : ils sont déjà fondés sur des hypothèses de taux très faibles. « De 2009 à 2019, le taux d'intérêt moyen sur le stock de dette publique est passé de 3,6 à 1,5 %, soit une baisse de 0,2 point par an », rappelle le spécialiste. Par prudence, il a prolongé la tendance, à un rythme à peine ralenti, dans les prochaines années.

### **Lire aussi Le fantasme de l'annulation de la dette**

Ce qui veut dire que, dans tous les scénarios, les dépenses publiques « primaires », hors charge de la dette, pourraient être à peine supérieures aux dépenses totales, de l'ordre de 0,2 à 0,3 point, « ce qui correspond à l'écart observé dans les années 2009-2019 ». Autrement dit, « la prise en compte de la diminution des charges d'intérêt ne rend [...] pas beaucoup plus facile la maîtrise des dépenses publiques. Dans les scénarios B et E, il faudrait faire à peu près les mêmes efforts d'économies sur les dépenses primaires que dans la dernière décennie ».

Bruno Le Maire ne cesse de répéter que la dette devra être remboursée. Ce qui veut dire, en réalité, qu'elle devra rebaisser, car une dette d'État ne se rembourse jamais totalement puisqu'il peut réemprunter sur les marchés le montant nécessaire au remboursement des précédents emprunts. Le ministre de l'Économie et des Finances table sur la croissance, les réformes, comme celle des retraites. Pas sûr que cela soit suffisant. « Aucune marge » ne sera, en tout cas, disponible pour baisser les prélèvements, conclut François Ecalle. À moins de supposer, comme l'ont fait beaucoup de gouvernements par le passé, que les baisses d'impôts stimulent suffisamment la croissance pour faire diminuer la dette. Ce qui ne s'est jamais vérifié jusqu'à présent.

[ECONOMIE](#)

[Reportages, analyses, enquêtes, débats. Accédez à l'intégralité des contenus du Point >>](#)

## Contenus sponsorisés

Taboola Feed

Si vous avez plus de 40 ans et possédez un ordinateur, ce jeu est un must

Raid: Shadow Legends

Sponsorisé

LA FLAMME, le 1er épisode est offert sur myCANAL !

Creation Originale CANAL+

Sponsorisé

Top 5 des masques les plus stylés

ThePostC

Sponsorisé

Un nouveau jeu gratuit controversé appelé "Raid" fait des vagues

Raid - Shadow Legends

Sponsorisé

Le site de rencontre de référence pour les séniors

Nos Belles Années

Sponsorisé

Ce jeu pourrait être banni bientôt. Essayez-le avant qu'il soit trop tard!

Raid: Shadow Legends

Soonsorisé